

# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Les freins à la réindustrialisation américaine

Par Marc-Antoine Dumont, économiste senior, et Francis Généreux, économiste principal

« L'Amérique redeviendra un pays manufacturier. » Cette affirmation du président Donald Trump tirée de son [discours d'investiture](#) est un programme en soi. Elle suppose d'une part que les États-Unis ne sont plus vraiment une nation manufacturière et, d'autre part, qu'ils pourront renverser la tendance de long terme en stoppant l'élan de mondialisation des 75 dernières années et fabriquer à nouveau la multitude de produits que consomment et utilisent les Américains. Pour ce faire, l'administration Trump table sur une stratégie en trois points qu'elle a déjà commencé à mettre en place : des tarifs douaniers assez élevés pour forcer un rapatriement de la production, une déréglementation qui favoriserait les producteurs ainsi qu'une baisse marquée des prix de l'énergie. Ce *Point de vue économique* met en lumière les principales contraintes à un véritable essor du secteur manufacturier américain. On peut douter de l'efficacité de la stratégie de la Maison-Blanche alors que la politique commerciale chaotique nuira probablement à l'investissement, que la main-d'œuvre disponible pourrait se faire rare, qu'il y a de nombreux obstacles à fournir à bas coût toute l'énergie nécessaire et que les sources de financement pourraient être limitées. Il y a un réel risque que les politiques mises en œuvre par la Maison-Blanche ne permettent pas une véritable réindustrialisation américaine, mais qu'elles entraînent tout de même des conséquences négatives pour l'économie.

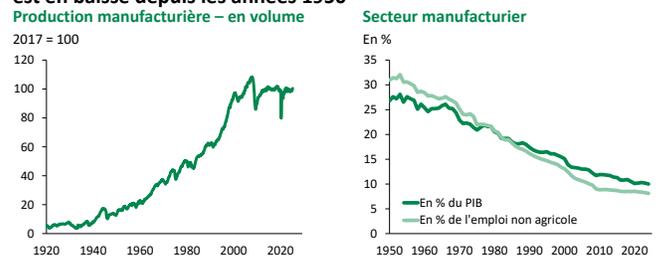
### Tarifs : entre effets désirés et effets probables

Le président Trump a signé plusieurs décrets dès son arrivée dans le Bureau ovale. L'un des premiers mettait en branle l'« America First Trade Policy », qui jetait les bases de la politique commerciale protectionniste de la nouvelle administration avec, comme principal objectif, de « favoriser l'investissement et la productivité, bonifier les avantages industriels et technologiques de la Nation, défendre la sécurité économique et nationale, et – surtout – bénéficier aux travailleurs américains, aux fabricants, aux agriculteurs, aux entrepreneurs et aux entreprises ». Trump a depuis réitéré à plusieurs reprises sa forte volonté d'utiliser la politique commerciale, dont les tarifs douaniers, pour raviver le secteur manufacturier américain. Son fameux discours du 2 avril annonçant en grande pompe les tarifs de réciprocité prônait que ceux-ci « allaient rendre l'Amérique *great again*, plus grande que jamais auparavant. Les emplois et les usines reviendront en force dans notre pays, et vous voyez déjà cela se produire. Nous allons surstimuler notre base industrielle nationale ».

On peut aussi se demander si l'économie américaine a vraiment besoin d'un tel coup de main. Cela dit, le secteur manufacturier éprouve de réelles difficultés depuis près de deux décennies

alors que la production n'a jamais rejoint les sommets qu'avaient cours tout juste avant la crise financière de 2008-2009. Le portrait relatif face au reste de l'économie est encore plus frappant et l'on remarque surtout la faiblesse constante de l'emploi manufacturier (graphique 1). On comprend donc l'intérêt du président (et de plusieurs de ses prédécesseurs) de vouloir raviver la fabrication, un intérêt d'ailleurs teinté d'impératifs politiques non étrangers à la composition du collège électoral

**Graphique 1**  
La fabrication stagne depuis près de 20 ans et son importance relative est en baisse depuis les années 1950



Federal Reserve Board, Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

**NOTE :** La plupart des hyperliens sont disponibles en anglais seulement.

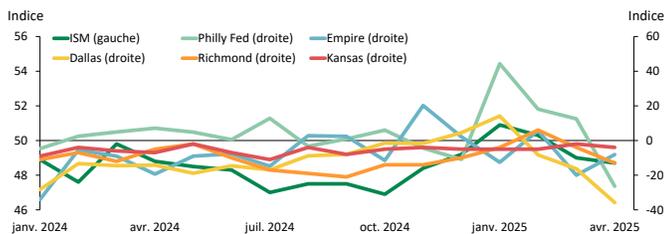
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com) • [desjardins.com/economie](https://desjardins.com/economie)

**NOTE AUX LECTEURS :** Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

et de l'influence des États pivots du Midwest américain pour les élections présidentielles.

Nous avons déjà établi dans un [Point de vue économique](#) que Donald Trump a une vision plutôt romantique, mais pas très réaliste de l'Âge doré de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il semble croire qu'une politique commerciale protectionniste inspirée par cette époque ramènerait l'essor manufacturier d'alors, pourtant davantage provoqué par les avancées technologiques de la révolution industrielle. Bien qu'encore jeune, la nouvelle politique de tarifs élevés (malgré les reports et exemptions) a plutôt semé le chaos chez les fabricants et l'on a depuis vu plusieurs indices manufacturiers nationaux et régionaux piquer du nez (graphique 2).

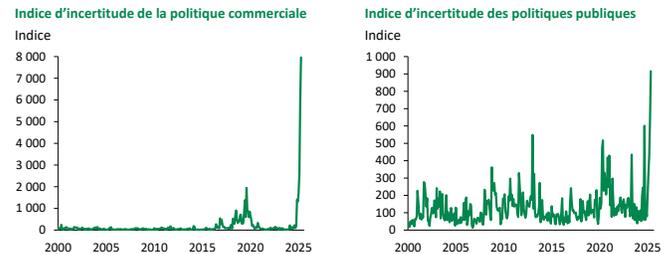
**Graphique 2**  
Les indices manufacturiers mensuels pointent vers le bas depuis les premières annonces de hausses de tarifs États-Unis – indices manufacturiers



Datastream et Desjardins, Études économiques

C'est qu'à court terme, les fabricants américains voient concrètement les nouveaux tarifs comme une source importante de hausse de coûts plutôt qu'une occasion d'expansion. Les craintes de subir également les représailles, tarifaires ou d'autre acabit, de la part des pays ciblés par la Maison-Blanche n'aident pas non plus leur situation. À cela s'ajoute le manque de cohérence, voire le chaos, qui accompagne la mise en œuvre de la politique commerciale américaine depuis le début de février. Comme les objectifs du président semblent multiples, changeants et même contradictoires (revenus budgétaires provenant des tarifs vs protection de l'industrie américaine vs négociations commerciales), il est dur de savoir quel sera le résultat final, s'il y en a un. Pour décider d'investir et de créer de nouvelles capacités de production, les dirigeants d'entreprises manufacturières doivent avoir une certaine clarté et, en fait, l'incertitude entourant la politique commerciale ou même l'ensemble des politiques publiques américaines n'a jamais été aussi élevée (graphique 3). Même les entreprises les plus enclines à vouloir être protégées par les tarifs n'ont présentement pas de certitude alors que l'équipe du président est en train de négocier des accords commerciaux qui feraient possiblement tomber certaines barrières. De l'autre côté, le flou actuel et la persistance de nouvelles menaces tarifaires rendent la situation plutôt opaque.

**Graphique 3**  
L'incertitude entourant les politiques publiques et, surtout, la politique commerciale est extrêmement élevée



Baker, Bloom & Davis et Desjardins, Études économiques

Certes, le [site Internet de la Maison-Blanche](#) est parsemé d'annonces d'investissements directs « obtenus » par le président, mais l'effet net de tout cela risque tout de même de ne pas être positif, surtout à court terme. [On s'attend](#) d'ailleurs à ce que l'investissement réel des entreprises se contracte au cours des prochains trimestres.

### Est-ce que la main-d'œuvre est vraiment disponible pour un grand essor du secteur manufacturier?

Un des objectifs de la politique de réindustrialisation des États-Unis est évidemment d'augmenter le nombre d'emplois au sein de la fabrication et, ainsi, améliorer le sort des travailleurs et des communautés qui auraient directement souffert de la mondialisation.

Mais l'atteinte de cet objectif est-elle vraiment possible? On peut plutôt voir la disponibilité de la main-d'œuvre comme une limite à la réindustrialisation très rapide. Bien que le pire de la pénurie de main-d'œuvre qui a caractérisé l'après-pandémie se soit atténué et que des variations cycliques pourraient bientôt amener une hausse du nombre de travailleurs disponibles, les États-Unis ne souffrent présentement pas d'une grande surabondance de travailleurs. Les données du Census Bureau pour le quatrième trimestre de 2024 montrent que 19,1 % des usines manufacturières ne parvenant pas à produire au maximum de leur capacité mentionnent comme raison l'insuffisance de la main-d'œuvre disponible (la proportion augmente à 39,9 % pour la métallurgie). Bien qu'en légère hausse, le taux de chômage spécifique au secteur manufacturier est historiquement bas alors que les offres d'emplois y demeurent relativement élevées (graphique 4 à la page 3).

La situation est d'autant plus compliquée que l'attrait des emplois au sein du secteur manufacturier semble plutôt faible. Un [sondage YouGov](#) commandé par le Cato Institute signale que seulement 26 % des répondants considèrent que leur situation personnelle serait meilleure s'ils travaillaient au sein du secteur manufacturier. Du même souffle, une très grande majorité, soit

**Graphique 4**  
**Il n’y a actuellement pas de grande abondance de main-d’œuvre disponible au sein du secteur manufacturier**  
 États-Unis – secteur manufacturier



Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

80 % des répondants, estime que les États-Unis seraient en meilleure position si plus d’Américains travaillaient au sein de la fabrication. Il y a donc une perception générale favorable envers la fabrication, mais pas assez pour aller y travailler soi-même! Une [autre enquête](#), soit du PEW Research Center, montre que la satisfaction professionnelle des cols bleus (43 %) est moins élevée que celle des autres types de travailleurs (53 %). La relation avec les supérieurs, la générosité des avantages sociaux, les possibilités de développement et le niveau des salaires sont parmi les principales divergences. Rappelons d’ailleurs que la notion de travailleurs manufacturiers fortement protégés par leur syndicat et mieux payés que la moyenne relève surtout de la nostalgie. En 2024, seulement 7,8 % des travailleurs au sein de la fabrication américaine étaient syndiqués. Les salaires horaires pour les travailleurs de production et non cadres sont aussi un peu moins élevés dans le secteur manufacturier (27,51 \$ US en avril 2025) que dans l’ensemble du secteur privé (29,85 \$ US).

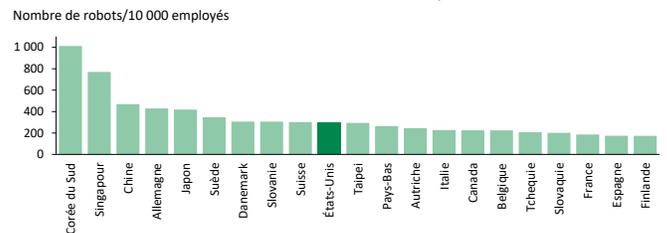
Si une carrière dans le secteur manufacturier semble peu attrayante pour la population américaine en général, il n’en demeure pas moins que c’est un secteur qui attire particulièrement la population issue de l’immigration. Un peu plus de 20 % de la main-d’œuvre au sein de la fabrication provient de l’immigration. Un ralentissement marqué de nouveaux arrivants comme souhaité par l’administration Trump pourrait donc limiter davantage la main-d’œuvre disponible. La problématique de l’immigration illégale, la chute des entrées irrégulières et une accélération des déportations posent aussi des difficultés. Selon le [PEW Research Center](#), avec la construction, la fabrication est le secteur où œuvrent le plus d’immigrants illégaux.

**Les robots à la rescousse?**

La contrainte de main-d’œuvre peut heureusement être contournée par une automatisation accrue des processus de fabrication. Bien sûr, cela laisse supposer de mettre de côté l’un des buts avoués de la réindustrialisation souhaitée par l’administration américaine, soit une création plus vive d’emplois au sein du secteur manufacturier. De plus, les États-Unis

semblent avoir un certain retard par rapport à d’autres pays, dont la Corée du Sud, la Chine et le Japon, sur le plan de l’utilisation de robots (graphique 5). Toutefois, l’installation de robots s’est déjà accélérée au cours des dernières années et d’éventuels incitatifs fiscaux tels que promis par le président et les républicains du Congrès et qui devraient arriver plus tard cette année pourraient faciliter davantage l’investissement en équipements des entreprises. Cela dit, l’imposition des tarifs, notamment la guerre commerciale avec la Chine, risque de freiner les importations de machinerie de pointe nécessaire à une industrialisation qui reposerait largement sur des processus à technologie élevée. Ces équipements proviennent souvent en totalité ou en partie de l’étranger. Selon l’International Federation of Robotics, la [Chine](#) serait le principal producteur de robots, mais c’est le [Japon](#) qui est le principal exportateur de robots industriels, représentant 45 % de l’offre mondiale. Développer en amont une infrastructure et une production nationale de machinerie sophistiquée et de robots pour arriver en aval à une production de biens avec une moindre valeur ajoutée serait plutôt contre-intuitif et demanderait du temps et beaucoup de capital pour un retour sur l’investissement plutôt incertain.

**Graphique 5**  
**Les États-Unis ont un retard dans l'utilisation de robots au sein du secteur manufacturier**  
 Intensité de l'utilisation de robots au sein de la fabrication, 2023



International Federation of Robotics et Desjardins, Études économiques

**Les contraintes liées à l’énergie**

Bien que Donald Trump prône la baisse des coûts de l’énergie, notamment grâce à une diminution des prix des énergies fossiles, le vrai défi se situe du côté du déséquilibre entre la demande et la production future d’électricité (voir l’encadré à la page 4). Actuellement, les Américains bénéficient de prix de l’énergie pour le secteur industriel inférieurs à ceux du Canada et à la médiane des pays membres de l’Agence internationale de l’énergie (graphique 6 à la page 4). Toutefois, ces données cachent le vieillissement du réseau électrique américain et le sous-investissement des dernières décennies, qui menacent de faire croître les prix. Un phénomène qu’on observe déjà au sein des grands consommateurs (5 000 kW et plus), comme les alumineries, les aciéries et les centres de données, où les

**ENCADRÉ**

**La révolution de l'IA demandera beaucoup d'énergie**

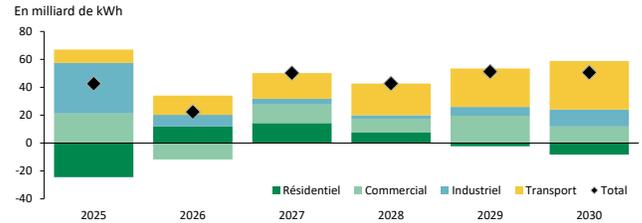
La US Energy Information Administration (EIA) estime que la demande d'électricité augmentera de 6,6 % d'ici 2030 (graphique A). Il est toutefois à noter que d'autres estimations placent la croissance de la demande à plus de 10 % d'ici 2030. Même si le secteur du transport devrait être le plus important contributeur à ce gain avec une hausse de plus de 600 %, sa part dans la demande totale demeurera relativement faible, passant de 0,6 % en 2024 à 3,6 % en 2030. Ces prévisions prennent en compte le récent retrait des politiques promouvant la transition énergétique par l'administration Trump. En 2025, l'EIA prévoit que les besoins provenant du secteur industriel bondiront de 36 milliards de kWh, soit l'équivalent de cinq réacteurs nucléaires. La croissance sera par la suite plus modeste.

Cela dit, c'est la demande du secteur commercial qui représente l'élément le plus imprévisible, car celle-ci intègre les besoins provenant des centres de données et de l'intelligence artificielle (IA). Alors que ces derniers ne représentaient que 1,9 % de la demande totale d'électricité en 2016, l'essor de l'IA a porté leur part à 4,4 % en 2023 (graphique B). Les dépenses en construction dans les centres de données ont d'ailleurs bondi de 4 000 G\$ US en 2016 à 34 750 G\$ US au début de 2025. Comme toute nouvelle technologie, plusieurs questions demeurent toutefois en suspens quant aux limites de son utilisation, aux gains d'efficacité futurs et, surtout, à la vitesse de déploiement et d'intégration de l'IA. Dans ce contexte, le Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL) estime que la part des centres de données dans la consommation totale d'électricité aux États-Unis pourrait se situer entre 6,7 % et 12,0 % en 2028. Le LBNL a noté que la croissance dans le scénario haussier pourrait représenter un enjeu pour le réseau électrique américain.

**Graphique A**

**La demande totale d'électricité américaine devrait croître d'environ 6,6 % d'ici 2030**

**Prévision de la consommation d'électricité par secteur**

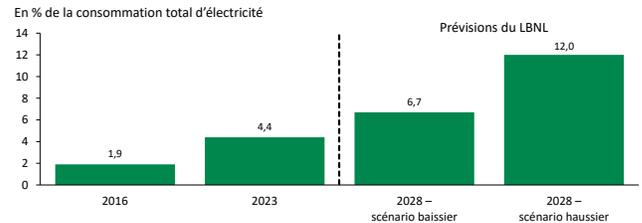


US Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

**Graphique B**

**La révolution de l'IA devrait augmenter considérablement la demande d'électricité des centres de données**

**États-Unis – consommation d'électricité des centres de données**

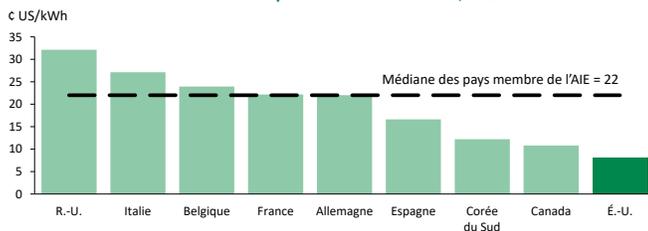


IA : intelligence artificielle; LBNL : Lawrence Berkeley National Laboratory  
LBNL et Desjardins, Études économiques

**Graphique 6**

**Le prix moyen de l'électricité du secteur industriel américain est inférieur à la médiane des pays membre de l'AIE**

**Prix de l'électricité incluant les taxes pour le secteur industriel, 2023**



AIE : Agence internationale de l'énergie  
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et Desjardins, Études économiques

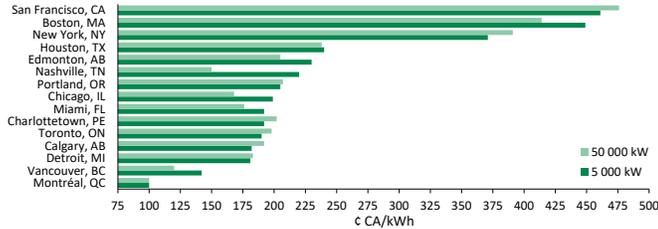
prix sont supérieurs d'environ 35 % à la moyenne canadienne (graphique 7 à la page 5). Cela explique entre autres pourquoi la production d'aluminium ne s'élevait qu'à 0,7 million de tonnes en 2024, et ce, malgré une capacité de production de 1,4 million de tonnes et un prix de l'aluminium élevé.

La North American Electric Reliability Corporation, un organisme d'autorité internationale à but non lucratif qui surveille le réseau électrique nord-américain, place 7 des 14 réseaux régionaux électriques aux États-Unis comme étant à risque élevé de connaître une pénurie d'électricité en période de pointe de la demande dans les cinq prochaines années et un à risque majeur (graphique 8 à la page 5). Il s'agit soit d'un manque pur et simple de capacité de production d'électricité (ex. : MISO), soit d'un

**Graphique 7**

**Les prix de l'électricité pour les gros consommateurs sont plus élevés aux États-Unis qu'au Canada**

**Prix de l'électricité par niveau de consommation**

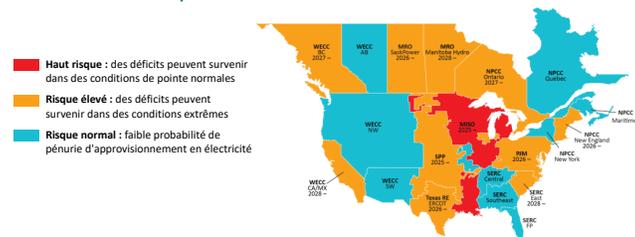


Hydro-Québec et Desjardins, Études économiques

**Graphique 8**

**La fiabilité du réseau électrique de la Rust Belt s'est affaiblie**

**Résumé des zones à risque 2025-2029**



North American Electric Reliability Corporation et Desjardins, Études économiques

risque d'une production insuffisante provenant des énergies renouvelables durant une pointe des besoins (ex. : WECC ou PJM). Dans tous les cas, cela se traduit par des prix de l'énergie plus élevés à l'intérieur de ces régions et, dans les pires situations, par des coupures de courant intermittentes telles qu'observées en Californie lors de la canicule d'août 2020.

La « Rust Belt », l'ancien centre industriel américain que le président Trump souhaite réveiller, se trouve en plein cœur de ces régions problématiques. Une [étude](#) publiée par le National Bureau of Economic Research (NBER) a d'ailleurs estimé que pour une hausse de 1 % du prix de l'électricité, la production industrielle baisse de 0,08 % et le nombre d'emplois manufacturiers de 0,07 %. L'impact est d'ailleurs plus important sur les industries plus énergivores. Bien que cela puisse sembler minime, le coût énergétique supplémentaire s'additionne aux autres barrières à la réindustrialisation et pourrait s'avérer particulièrement problématique pour les industries très énergivores comme les alumineries et les centres de données. Même si l'on fait abstraction des prix, une croissance trop lente de la capacité de production d'électricité pourrait limiter le potentiel de réindustrialisation aux États-Unis.

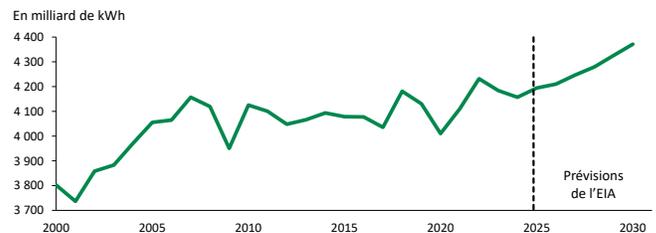
**Des investissements énergétiques sont prévus, mais cela prendra du temps**

Les investissements dans le réseau électrique américain ont bondi de plus de 100 G\$ US en dix ans pour atteindre 179 G\$ US en 2024. De plus, l'énergie nucléaire a fait son retour après des décennies de stagnation causée par un manque d'acceptabilité sociale. Le président Trump a d'ailleurs signé une variété de décrets présidentiels afin d'accélérer la délivrance de permis pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, ainsi que des centrales fonctionnant au gaz et au charbon. Des études ont aussi été commandées et d'autres mesures de soutien pourraient s'ajouter lorsque celles-ci seront mises en place dans les prochains mois. L'EIA estime que la capacité de production d'électricité devrait augmenter d'environ 5,2 % d'ici 2030 (graphique 9).

**Graphique 9**

**Après une décennie de stagnation, la production d'électricité devrait croître aux États-Unis**

**Production d'électricité**



EIA : US Energy Information Administration  
EIA et Desjardins, Études économiques

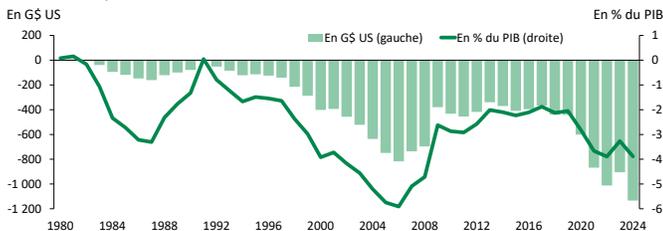
Toutefois, certains défis demeurent et d'autres se sont ajoutés. D'abord, la disponibilité de la main-d'œuvre continuera d'être un enjeu important, pouvant accroître les coûts de construction, voire retarder certains projets. Ensuite, les tarifs douaniers mis en place risquent d'augmenter le coût de certains équipements et machineries névralgiques pour les nouvelles centrales. Enfin, le retrait des politiques de soutien aux énergies renouvelables mises en place sous l'administration Biden ajoute une couche d'incertitude dans un réseau qui a embrassé le virage vert dans les dernières années. La part de l'énergie éolienne et solaire est passée de 4 % en 2010 à environ 18 % en 2023. Parmi les États qui ont fait le virage, on compte paradoxalement (étant donné sa tendance politique et ses liens historiques avec l'industrie pétrolière) le Texas, où 28 % de l'électricité provient de ces sources, en plus de l'utilisation de batteries pour stocker l'énergie durant les périodes non productives. Cette transition vers les énergies renouvelables s'est d'ailleurs faite naturellement par les forces du marché et sans intervention directe du gouvernement texan. Les énergies renouvelables sont la manière la plus abordable d'ajouter des électrons sur le marché. L'incertitude pourrait par conséquent nuire aux investissements dans le réseau électrique, ce qui retarderait la croissance de l'offre et, par conséquent, la réindustrialisation.

### Comment financer cette réindustrialisation?

Même si plusieurs entreprises souhaitaient finalement investir massivement aux États-Unis pour augmenter les capacités de production manufacturière, il y aurait tout de même un enjeu sur le plan du financement. Les Américains épargnent peu et le gouvernement s'endette allégrement. Cela laisse moins d'espace pour financer les investissements, à moins de s'endetter à l'étranger. C'est d'ailleurs ce que font les États-Unis depuis des décennies.

Les déficits répétitifs au compte courant témoignent de ces besoins de financement élevés à l'étranger (graphique 10). Un déficit au compte courant signifie que les dépenses d'un pays (consommation, investissement, dépenses publiques) sont supérieures aux revenus totaux, créant donc un besoin net d'emprunt. En 2024, ce manque à gagner correspondait à environ 4 % du PIB américain. Dans les années 2000, pendant la période où l'investissement immobilier résidentiel était élevé, le déficit au compte courant s'était approché de 6 %, témoignant d'un besoin de financement externe particulièrement important.

**Graphique 10**  
Les États-Unis ont déjà de gros besoins en financement étranger, comme l'illustrent les déficits répétés au compte courant



Datastream et Desjardins, Études économiques

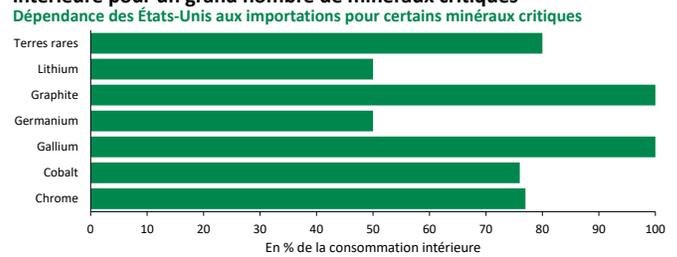
Des besoins supplémentaires liés aux investissements nécessaires à la réindustrialisation risquent d'accroître davantage l'endettement extérieur des États-Unis. On peut alors se demander si les [autres pays voudront vraiment à nouveau financer ces derniers](#), surtout que les efforts de rapatriement industriel se feraient aux dépens de ceux-ci. Au bout du compte, les États-Unis n'auront d'autre choix que de trouver davantage de financement localement. Cela pourrait avoir plusieurs conséquences, notamment des taux d'intérêt plus hauts ou une épargne nationale plus élevée (impliquant une réduction relative de la consommation ou des déficits publics).

### Les autres freins

#### Accès aux intrants nécessaires à la production

Bien que les États-Unis soient un vaste pays disposant d'une grande quantité de ressources naturelles, il existe encore à ce jour des carences dans les chaînes d'approvisionnement américaines qui pourraient entraver les plans de réindustrialisation. Il s'agit notamment du cas des minéraux critiques. Les États-Unis dépendent d'importations pour combler plus de 50 % de leur demande intérieure, et ce, pour 40 des 50 minéraux répertoriés par le [département de l'Énergie](#) (graphique 11). Cela inclut aussi 12 minéraux, comme le graphite, où l'entièreté de l'utilisation américaine provient d'importations.

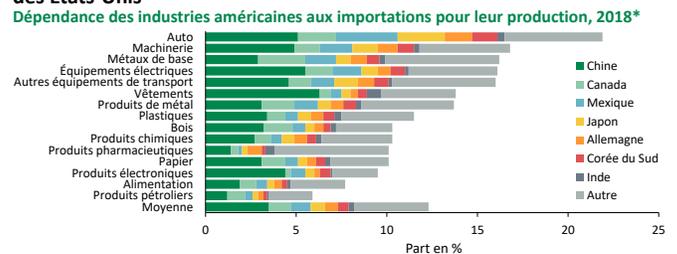
**Graphique 11**  
Les États-Unis dépendent d'importations pour combler leur demande intérieure pour un grand nombre de minéraux critiques



U.S. Geological Survey et Desjardins, Études économiques

Outre les matières premières, une [étude](#) publiée par le NBER estime que 12,3 % des intrants à la production manufacturière américaine proviennent de l'étranger (graphique 12). Ce pourcentage découle d'une analyse multiniveau afin de retracer la dépendance du premier fournisseur dans des chaînes de valeur qui peuvent facilement en compter plus d'une dizaine. Certaines industries sont plus exposées que d'autres, comme la fabrication

**Graphique 12**  
De nombreux secteurs dépendent d'intrants provenant de l'extérieur des États-Unis



\* L'étude a été publiée en 2023, mais les données datent de 2018.  
National Bureau of Economic Research et Desjardins, Études économiques

d'autos, avec une dépendance aux importations de 21,9 %. Un autre point mis de l'avant par cette étude est que la Chine représente le plus important fournisseur étranger pour le secteur industriel américain avec une part moyenne de 3,5 %.

Bien que près de 90 % des intrants à la production proviennent du marché local, il suffit d'une seule pièce manquante pour arrêter complètement une usine. Les problèmes de la production d'automobiles à la suite de la pénurie de puces informatiques pendant la pandémie en sont un exemple évident. Le développement de chaînes d'approvisionnement locales, comme souhaité par la Maison-Blanche, prendra toutefois des années, voire une décennie dans certains cas, et ce, à cause des délais de construction et des contraintes de main-d'œuvre, d'énergie ainsi que de financement. C'est sans compter l'effet de l'incertitude, qui refroidit les ardeurs des entreprises en termes d'investissement. Pendant ce temps, les États-Unis n'auront pas d'autre choix que de s'approvisionner sur les marchés mondiaux afin d'éviter une réduction de leur production industrielle. Cette situation s'est d'ailleurs compliquée avec la guerre commerciale. Certains pays pourraient restreindre les exportations de pièces et équipements pour des raisons politiques, comme l'a temporairement fait la Chine avec les terres rares.

### Le cadre réglementaire

Les entreprises américaines font face à un fardeau réglementaire important. Le National Association of Manufacturers [a estimé](#) qu'il y avait 297 696 règles ou lois fédérales s'appliquant à la production manufacturière américaine en 2023, ce qui représentait un coût d'environ 12 800 \$ par employé pour une entreprise. Certes, une part de cette réglementation est justifiée, notamment en ce qui a trait aux normes de santé et sécurité, mais cela met en évidence pourquoi la rhétorique de déréglementation de Donald Trump a été aussi populaire durant sa campagne, notamment chez les entrepreneurs.

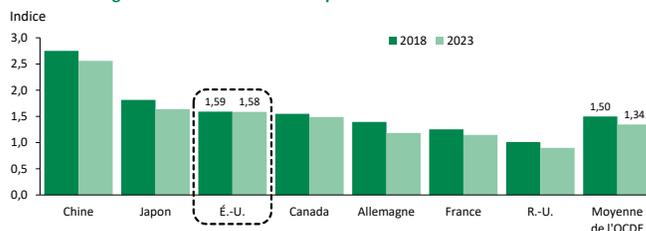
L'indice de la réglementation du marché des produits de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui permet de comparer la lourdeur des cadres réglementaires sur la production industrielle entre les pays, montre d'ailleurs que la réglementation américaine est plus encombrante que celle du Canada et de la moyenne de l'OCDE (graphique 13). De plus, alors que la majorité des indices des autres pays ont légèrement diminué depuis 2018, celui des États-Unis a fait du surplace.

La Maison-Blanche a déjà commencé à couper les « rubans rouges », souvent concernant l'environnement, qui selon l'administration actuelle étouffent le secteur manufacturier américain. Bien que, dans certains cas, on puisse se questionner sur les bienfaits, notamment avec la déréglementation de

### Graphique 13

**Le fardeau de la réglementation est demeuré constant aux États-Unis, alors qu'il a baissé ailleurs dans le monde**

Indice de la réglementation du marché des produits



OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques  
OCDE et Desjardins, Études économiques

l'industrie du charbon. De façon générale, cela devrait se traduire par une meilleure croissance de l'activité économique à moyen terme. Le secteur minier américain, dont la complexité du cadre réglementaire rendait presque impossible l'ouverture de nouvelles mines, sera probablement parmi les grands gagnants. Toutefois, la guerre tarifaire ajoute un nouveau fardeau bureaucratique sur les entreprises américaines, que ce soit pour le paiement des droits sur les marchandises importées ou pour éventuellement demander des exemptions spécifiques.

### Conclusion : faire mal et faire trop en trop peu de temps

Une véritable réindustrialisation des États-Unis n'est pas impossible, mais il y aura de nombreux écueils sur la route. Une approche de longue haleine serait sans doute plus sensée afin que les entreprises puissent développer adéquatement leurs chaînes d'approvisionnement et former les travailleurs nécessaires. L'empressement de l'administration Trump, avec une imposition rapide de tarifs, semble donc maladroit. D'autant plus qu'il se cogne à d'autres contraintes, notamment du côté de la main-d'œuvre et de la capacité énergétique. L'incertitude engendrée par les décisions de la Maison-Blanche, l'évolution sans doute plus faible – du moins à court terme – de la demande mondiale de produits américains ainsi que les changements rapides au cadre réglementaire compliquent tous la situation. Il faut aussi mentionner certaines coupes budgétaires du gouvernement fédéral, les conflits multiples avec le secteur universitaire qui menacent la recherche de pointe, la dégradation des relations internationales ainsi que l'aveuglement face aux défis apportés par les changements climatiques. Tous ces facteurs inquiétants pourraient, à moyen terme, nuire aux investissements et limiter la résilience et la capacité d'adaptation de l'économie américaine. Il est donc possible que les moyens utilisés par l'administration Trump pour arriver rapidement à un nouvel âge d'or du secteur manufacturier américain risquent plutôt de l'éloigner de ce but.